

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 1013

Artikel: Démocratie zurichoise [suite]
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020525>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

à long terme? Les Services industriels genevois par exemple prévoient une augmentation de 40% de la consommation d'électricité dans les dix prochaines années, ce qui signifie que la politique d'investissement consiste à répondre de manière anticipée à cette prévision. Finalement, n'y-a-t-il pas incohérence entre des actions ponctuelles visant à économiser et ces prévisions à long terme qui tablent sur une augmentation de la consommation?

Il est vrai que nos services ont tendance à viser ce que vous décrivez, c'est-à-dire à avoir un réseau qui soit apte à satisfaire la consommation future telle que planifiée. Cela signifie que si l'on fait un investissement, il y a ensuite nécessité de le rentabiliser pour montrer qu'il était judicieux. Un autre problème, c'est que les Services industriels, en moyenne sur une vingtaine d'années, ont dégagé un bénéfice théorique annuel de douze à treize millions qui a servi à soulager d'autant les finances communales. Cela signifie que si nous parvenions à économiser suffisamment d'électricité, il faudrait admettre que les SI ne font plus de bénéfice, ou que les tarifs soient largement augmentés. Mais il est bien clair qu'il revient au pouvoir politique de choisir quels investissements il entend réaliser et il n'est pas obligé de retenir systématiquement l'option maximale. Il peut aussi décider d'investir pour diminuer la consommation plutôt que pour répondre à une demande croissante.

Lausanne est distributrice, mais aussi productrice d'électricité. Dans quelle mesure peut-on envisager de remplacer une partie du courant de provenance nucléaire par une production propre?

Les SI sont liés à EOS par une convention datant de 1976 et qui restera en vigueur jusqu'en 2006, sauf découverte technologique majeure. Il découle de cette convention que c'est EOS qui fonctionne comme organe d'échange au niveau romand et que ne sont autorisés au niveau local que les moyens de production qui existaient au moment de sa signature, soit pour Lausanne l'usine de Lavey et celle de Pierre-de-Plan. Nous sommes donc tenus d'acheter annuellement à EOS la moyenne de ce que nous

avons acheté durant les six années précédentes. On peut critiquer cette convention, mais elle existe et nous sommes tenus de la respecter. La marge qui nous reste est faible, de l'ordre de 10% de la consommation que nous serions en droit de produire nous-même, en plus des usines existantes. La situation ayant évolué depuis 1976, des aménagements devraient toutefois être possibles.

Cela dit, je devrais disposer d'ici la fin

«EOS a un rôle important à jouer, pour autant que cette institution soit capable de faire le virage idéologique nécessaire, ce dont je ne désespère pas encore.»

de l'année d'un rapport sur les possibilités offertes par une centrale au gaz; une indépendance totale vis-à-vis d'EOS nécessiterait la construction d'une usine de 100 mégawatts et nous coûterait annuellement 12 à 15 millions de plus qu'aujourd'hui parce que nous ne profitons pas, comme EOS, d'un parc comprenant d'anciennes unités amorties. Le kilowattheure augmenterait de 1,5 centime, mais son prix resterait inférieur à celui produit par une centrale nucléaire neuve. Une installation de 300 mégawatts au niveau romand pourrait produire du courant à un prix à peine supérieur au tarif pratiqué par EOS actuellement pour ses actionnaires-preneurs.

Je souhaiterais pour ma part travailler au niveau romand en dépassant le choix entre le nucléaire suisse et le nucléaire français. Sur ce plan, EOS a un rôle important à jouer, pour autant que cette institution soit capable de faire le virage idéologique nécessaire, ce dont je ne désespère pas encore.

Après la décision du peuple d'accepter

un moratoire nucléaire de dix ans, comment voyez-vous l'avenir énergétique du pays?

Il dépendra des décisions qui vont se prendre — ou qui ne vont pas se prendre — au niveau politique. Car on peut soit profiter de ces dix ans pour démontrer qu'il n'est pas possible de vivre sans le nucléaire, en ne décidant que des mesures alibis comme une réduction massive de l'éclairage public par exemple. Mais on peut aussi mettre à profit cette période pour préparer une sortie du nucléaire.

A mon avis, nous devrions à court terme augmenter notre production grâce à des centrales à gaz pour assurer la transition. Parallèlement, nous devons mettre en place une véritable politique d'économie et développer massivement les énergies renouvelables.

N'est-ce pas incohérent de remplacer partiellement des centrales nucléaires, qui ne contribuent pas à l'effet de serre, par des centrales à gaz, qui y contribuent?

Il faut savoir que si toutes les centrales nucléaires en service sur la planète étaient remplacées par des centrales à gaz, l'effet de serre n'augmenterait que de 2,5%, part que l'on pourra d'ailleurs compenser par des baisses dans d'autres domaines. Il s'agit de choisir entre cet inconvénient et celui des déchets nucléaires et des risques que représentent les centrales. Nous devons donc aller le plus vite possible vers un maximum d'énergies renouvelables. Mais cela ne se fera pas en un jour, quelle que soit la bonne volonté qui existe pour y parvenir. ■

Démocratie zurichoise (suite)

Le «train de la démocratie» (DP n° 1012) roulera probablement l'année prochaine dans le canton de Zurich en dépit de la suppression par le Conseil d'Etat de la subvention qu'il avait accordée. Une collecte de fonds vient d'être lancée sous le titre «Nous sommes le peuple, nous ne nous laissons pas dicter le sens de la démocratie par le Conseil d'Etat».